# Commune de MARSSAC sur TARN

# EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE DE LA COMMUNE DE MARSSAC SUR TARN

#### CIRCULATION ALTERNÉE, AVENUE D'ALBI

Objet : Réparation de dispositif de retenue de bois

AXIMUM TOULOUSE - chez Sogedata - 69134 DARDILLY CEDEX

Le Maire de la Commune de MARSSAC sur TARN;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2213-1 et suivants;

Vu le Code de la Route, notamment les articles R 417-1 et suivants ;

Vu le Code Pénal, article R 610-5 relatif à la répression des infractions aux arrêtés de police;

Vu la demande effectuée par l'entreprise AXIMUM TOULOUSE le 03 novembre 2025;

CONSIDERANT que les travaux ne sont pas compatibles avec le maintien normal de la circulation;

## ARRÊTE

### Le vendredi 7 novembre 2025

Article 1er: Afin de permettre les travaux mentionnés en objet avenue d'Albi, la circulation se fera par sens

alternée au droit des travaux.

Article 2: Ces règles de circulation seront signalées aux usagers par feux tricolores, conformément aux dispositions du Livre I, huitième partie, de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière. Cette signalisation sera à la charge de l'entreprise AXIMUM, 104 bis route d'Espagne, 3120

Portet-sur-Garonne.

Article 3: Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public par voie d'affichage sur le site Internet de la

Mairie et à proximité du chantier.

<u>Article 4</u>: Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et transmis aux tribunaux

compétents.

Article 5: Ampliation du présent arrêté sera faite :

- au Directeur Départemental des Services de Secours et d'Incendie du Tarn;

- au Chef de la Brigade de Gendarmerie d'Albi;

- à l'entreprise AXIMUM TOULOUSE ;

chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marssac sur Tarn, le 06 novembre 2025 Par délégation de Madame le Maire, Le responsable des services techniques

Christophe JAMMES

<sup>-</sup> certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à